

le portique

## Le Portique

Revue de philosophie et de sciences humaines

19 | 2007

Philosophies de l'argent

---

# Confiance dans la monnaie et sens commun

Marie Cuillerai

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/leportique/1071>

ISSN : 1777-5280

### Éditeur

Association "Les Amis du Portique"

### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2007

ISSN : 1283-8594

### Référence électronique

Marie Cuillerai, « Confiance dans la monnaie et sens commun », *Le Portique* [En ligne], 19 | 2007, mis en ligne le 15 décembre 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/leportique/1071>

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

---

# Confiance dans la monnaie et sens commun

Marie Cuillerai

---

- 1 Les mystères de la valeur ont-ils eu raison des économistes ? Soit par lassitude, soit par manque d'un socle commun de certitudes théoriques, force est de constater en regardant les manuels d'économie que les définitions de l'objet le plus incontestable de l'économie ne sont ni congruentes entre elles, ni exemptes d'apories.
- 2 La question vertigineuse sur laquelle les théoriciens n'ont pas réussi à s'entendre est la suivante : de quoi dépend la valeur de la monnaie ? Sur quoi repose le crédit dont elle jouit ? Avec la disparition de la convertibilité-or, le dernier soutien visible, quoique peut-être trompeur de la monnaie, s'est en effet volatilisé. La valeur de la monnaie ne dépend pas d'une quantité de métal précieux, mais de son pouvoir d'achat, donc du mouvement des prix ; or ceux-ci sont exprimés en quantité de monnaies. Cette circularité révèle la difficulté d'une définition simple de la monnaie et suscite du même coup une interrogation quant à ce qui fonde sa valeur et sa légitimité.
- 3 Le philosophe G. Simmel s'emparant de la question propose une réponse en forme de changement de paradigme. Reprenant la résolution du mystère de la valeur par K. Marx, il considère avec lui et Aristote avant eux que la « clé magique des contes » réside dans l'espace de la circulation, dans cette inconséquence de l'échange monétaire et de sa circularité. « De simple moyen et préalable qu'il était, l'argent prend intrinsèquement l'importance d'une fin téléologique »<sup>1</sup>. La Philosophie de l'argent apparaît à ce titre comme l'effort de mettre en œuvre le régime de pensée particulier que requiert l'argent, fondé sur la relation plus que sur la qualité, et de considérer l'équivalent universel comme un « soldeur de différence », « la relation des choses faite substance ».
- 4 Schématiquement, on peut ramener à quatre conceptions l'épineuse question de la valeur de la monnaie<sup>2</sup> : (i) une monnaie conçue comme un bien ordinaire, une marchandise ; (ii) une monnaie conçue comme un bien spécial pourvu d'un label politique ; (iii) une monnaie légitimée par une dimension sociale irréductible à l'économie ; (iv) une monnaie autoréférentielle qui n'est considérée ni comme bien ordinaire, mais pas non plus comme un bien spécial, dans la mesure où elle pourrait se passer de son label politique. La

mondialisation de l'espace de circulation du dollar, qui va bien au-delà des limites de la souveraineté nationale n'exprime-t-elle pas la puissance d'une monnaie mondiale, autoréférentielle dont la dimension sociale se réduit à la sociabilité contractuelle des interactions individuelles du strict échange économique ? L'autoréférentialité est une théorie pour la monnaie moderne, de plus en plus dématérialisée, dont le nom traduit l'idée d'une transparence de la valeur de la monnaie ; valeur qui ne lui est pas donnée de l'extérieur de la sphère économique et qui est clairement appréhendable en elle-même.

- 5 Une telle conception est-elle suffisante pour rendre compte de ces mouvements financiers collectifs, et pour répondre à la question de la valeur de la monnaie ? Ne faut-il pas postuler une garantie extérieure de la monnaie, sociale et politique ?

I. Puissance de l'explication par l'autoréférentialité L'autoréférentialité : une conception paradoxale de l'intersubjectivité

- 6 D'emblée, notons que la question de la valeur de la monnaie ne recouvre pas entièrement la définition de la monnaie, dans la mesure où, quels que soient les fondements que l'on exhibe, chacun s'accorde à partir de la définition fonctionnelle classique qui voit dans la monnaie trois fonctions : unité de compte (ce qui est écrit sur l'étiquette), moyen de paiement (ce par quoi on paye) et réserve de valeur (le bas de laine). De même, chacun souligne que la valeur de la monnaie repose sur « l'acceptation généralisée dont elle jouit en tant que moyen d'échange au sein d'une collectivité »<sup>3</sup>. Le problème se corse lorsqu'il faut rendre compte de cette acceptation. Pourquoi, à partir de quelles données les agents acceptent-ils la monnaie ?
- 7 Cette acceptation, aujourd'hui, n'est pas pensée comme résultant d'une qualité intrinsèque de la monnaie au sens de la tradition métalliste, car la monnaie qu'analyse la théorie de l'autoréférentialité a deux caractéristiques : elle est inconvertible et sans utilité intrinsèque. Qu'est-ce qui fait sa valeur ? Pourquoi des agents accepteraient-ils une monnaie sans utilité intrinsèque, sans aucune qualité substantielle. L'autoréférentialité répond : ils ne l'acceptent que parce que les autres l'acceptent aussi. Mais où trouvent-ils la certitude de cette acceptation généralisée ?
- 8 À travers la théorie de l'autoréférentialité se profilent les contours d'une pensée de l'intersubjectivité assez paradoxale, d'autant qu'elle entend se garantir elle-même, hors de toute référence sociale et politique. L'agent qu'elle envisage est bien le représentant de l'individualisme méthodologique : un individu égoïste poursuivant des fins qui lui sont propres, mais son exigence individualiste suppose en même temps pour pouvoir être réalisée, l'universalité de son comportement. On se trouve donc face à une universalité subjectivement éprouvée ou simplement présumée. Il nous a paru intéressant de relier ce comportement à la réflexion kantienne sur le jugement de goût, d'essayer de voir s'il existe une analogie entre le comportement de l'homo-oeconomicus et celui de l'homo-aestheticus à travers la notion de sens commun.
- 9 Et en effet, l'étude des différentes réponses à la question de la légitimité de la monnaie devrait nous conduire à poser l'existence d'un sens commun financier. Si un tel concept signifiait quelque chose, il faudrait se demander à quel intérêt il est lié, sachant que la question de l'intérêt est toujours pour Kant la question ultime. Par définition, l'autoréférentialité ne semble pouvoir soutenir d'autre intérêt que celui, plus ou moins implicitement inscrit dans le pouvoir de l'argent, mais ce devoir-être peut-il rester le fait d'une pure instrumentalité ?

Autoréférentialité et neutralité monétaire

- 10 La tension entre définition de la monnaie et valeur de la monnaie apparaît comme une difficulté récurrente de la théorie monétaire. Si la monnaie se définit à partir de ses fonctions, l'explication du crédit dont elle jouit varie selon le privilège que l'on accorde à l'une ou l'autre. De plus, l'histoire atteste que ce n'est pas toujours un même objet qui les a remplies : des cauris ou perles de coquillages à nos cartes magnétiques. Aujourd'hui, ce n'est plus un bien ordinaire comme l'or ; pourtant, par cette substance, le signe monétaire s'assurait théoriquement au moins, d'une impossibilité de la déconnexion monnaie-réel. À travers la convertibilité en métal précieux, la quantité de monnaies restait suspendue en dernière instance aux seules ressources de la Nature. Elle ne pouvait varier arbitrairement et les monnaies de crédit, celle que Pareto appelle des « fausses » monnaies ne pouvaient pas se multiplier inconsidérément. Sans cette convertibilité or/argent, le caractère conventionnel de la monnaie apparaît en pleine lumière. La théorie quantitative qui s'est imposée progressivement parallèlement à l'abandon de l'étalon-or montre que si c'est toujours la quantité totale de monnaies qui définit la valeur « réelle » de la monnaie, celle-ci n'est plus indexée à la prodigalité de la Nature, mais à la politique avisée du Souverain. Cette théorie est aussi celle de la neutralité monétaire qui signifie que la quantité de monnaies émise est neutre et n'a aucune incidence sur l'ensemble des échanges. Le niveau et la structure des échanges comme ceux de la production restent uniquement dépendants des données réelles de l'économie : ressources utilisables et préférences des consommateurs<sup>4</sup>. La monnaie n'y est comprise que comme un outil commode, contractuellement défini et accepté, par lequel se trouve facilitée la circulation des marchandises dans une société où s'approfondit la division du travail. Ainsi, la monnaie n'est pas essentielle, elle facilite l'échange conçu comme un troc plus sophistiqué sans modifier la constitution des relations interindividuelles puisque c'est d'elles « idéalement » qu'elle est née. La question de sa légitimité est rapidement traitée par les quantitativistes, qui la font dépendre de la souveraineté politique.
- 11 Cette théorie refuse de doter la monnaie d'une influence sur le comportement des échanges, qui n'ont, selon elle, pas changé de nature par rapport à une situation de troc. Elle suppose que la monnaie est seconde par rapport à cette relation. Ce présupposé est difficile à défendre. La réflexion de Simmel va nous montrer que cette secondarité n'est pas pensable.
- Simmel : monnaie, médiation sociale et souveraineté
- 12 Anticipant les définitions actuelles de la monnaie, Simmel, dans la Philosophie de l'argent<sup>5</sup>, reconnaît que la monnaie ne fonde pas son acceptabilité, i.e. sa valeur, sur une quelconque utilité intrinsèque, qui pourrait en faire une marchandise comme les autres, mais « qu'elle est le sens de chacune d'elles, comme moyen d'en acquérir une autre ». « L'argent est la relativité des choses faites substance »<sup>6</sup> ; en outre, sa capacité à exprimer des rapports de valeur entre objets n'est pas liée à la matérialité de son substrat. L'argent est un signe ne prenant sens qu'en fonction de ce qu'il permet d'acquérir. C'est un moyen de transaction dont la valeur dépend de l'ensemble des échanges qui renvoient eux-mêmes à l'ensemble des désirs des agents économiques. L'étalon de la valeur propre de la monnaie est en dernière instance le désir du consommateur, et tout se passe comme si ce désir était indépendant du désir des autres ; la philosophie spontanée de l'économie est en ce sens naturaliste. Simmel, au contraire, suggère que la monnaie est une pure médiation sociale.
- 13 Pour que cette médiation fonctionne, il faut que les échangistes entérinent la validité du moyen d'échange, sa légitimité. Mais, qu'est-ce qui les y oblige ? Simmel montre que c'est

la société tout entière qui devrait supporter l'obligation d'assumer l'acquittement de tout échange au moyen d'argent. Mais quelle est la nature de cette communauté ? La société tout entière supporte l'obligation, mais si la société n'est que l'agrégation des différents individus qui la composent, personne en particulier ne supporte l'obligation de conversion de l'argent en un bien. Simmel en conclut que si la monnaie est un contrat, elle est un contrat unilatéral. Il parle de « la société tout entière », mais si la société est pensée comme une somme d'individus particuliers, il faut supposer que chacun s'oblige sous couvert d'une garantie dont il est lui-même l'auteur. Pour Simmel, concrètement, l'obligation d'accepter un moyen de paiement contre une marchandise n'est jamais remise en question, mais théoriquement elle n'est pas donnée. Il y a donc un lien particulier qui unit la monnaie à la communauté marchande. Ce lien c'est ce que nous appelons aujourd'hui la confiance. La fiabilité de la convention repose sur la confiance qu'ont les agents dans l'économie. On en donne des indices à travers des sondages et des mesures de l'opinion ; ce qu'on appelle le moral des ménages. À travers cette dénomination apparaît une activité prise dans sa globalité : on pense l'économie sans signaler quels secteurs particuliers ; c'est à « l'économie de la Nation », au confort social, à la société considérée sous l'angle des actifs et de la production qu'on se réfère ainsi, comme si une telle activité économique pouvait se caractériser de façon autarcique. La société imaginaire convoquée ici comme une entité doit alors être autre chose qu'un agrégat, elle doit être une véritable totalité. Subrepticement, c'est une représentation holiste de la société et non individualiste qui est ainsi requise.

- 14 Simmel insiste sur le lien entre monnaie et souveraineté. La monnaie est une création de la loi, de l'État : c'est la confiance en cette institution qui garantit la confiance dans les moyens de paiement qu'elle élit. Mais, dans ce cas il faut reconnaître que c'est d'une norme transcendant la société que la monnaie tient sa valeur. La logique marchande vient s'appuyer dans l'analyse de Simmel, sur un fondement politique qui lui est hétérogène. On échange de la monnaie en raison d'un acte de foi en la personne publique <sup>7</sup>. Dans la perspective de Simmel, le contrat marchand devrait renvoyer à un contrat politique de type rousseauiste. Il faut que chacun contracte avec chacun, avec lui-même et aussi avec le tout. Le pacte économique ne fonctionne que grâce à une sorte de transfert symbolique de la souveraineté qui dissipe tout questionnement sur la généralité de l'acceptation. « Sa présence conduit chacun individuellement à accepter la monnaie et comme tous agissent de même, les croyances qui ont permis de choisir se trouvent validées : l'acceptation généralisée qu'elle présupposait se réalise effectivement » <sup>8</sup>. La théorie économique accorde que l'acceptation monétaire s'appuie sur certaines forces sociales ou croyances collectives à l'égard de la société comme la confiance ou la foi. L'explication par un fondement politique ou social, voire religieux met en avant le fait que la généralité de l'acceptation n'est de l'ordre d'une croyance qu'en tant que celle-ci n'est pas croyance dans l'ordre marchand mais dans l'ordre social qui la rend possible. La collectivité est conçue comme une totalité à laquelle chacun est lié par une relation qui n'est pas de même nature que les relations interindividuelles. L'acceptation générale ne résulte pas de l'acceptation individuelle, mais elle est au contraire ce qui la rend possible.
- 15 Or, c'est bien une telle forme de validation que semble refuser la notion d'autoréférentialité. Celle-ci implique une garantie de la valeur qui soit immanente au champ économique lui-même. Elle refuse toute théorie qui recourt à une extériorité pour en justifier le fonctionnement. Dans une telle conception, l'acceptation générale n'est pas problématique, elle semble surgir spontanément du sein de la sphère économique.

## II. Sens commun esthétique et sens commun monétaire Des jugements réfléchissants monétaires ?

- 16 Le modèle kantien de l'intersubjectivité, l'intersubjectivité immédiate du sens commun esthétique peut donner une piste théorique pour problématiser cette spontanéité collective. Une analogie est possible avec les jugements esthétiques tels qu'ils sont analysés dans la Critique de la faculté de juger. Il est par ailleurs amusant de noter que Keynes lui-même s'appuie sur une allégorie engageant l'esthétique, le fameux concours de beauté qui occupe le chapitre 12, de la Théorie générale pour rendre compte des mouvements de la logique financière. Dans la première partie de la Critique de la faculté de juger<sup>9</sup>, Kant expose la nature des jugements réfléchissants par lesquels nous formulons notre avis sur ce qui plaît, sur notre goût, ce qui est beau. La beauté est ce qui plaît universellement sans concept. Alors que l'universalité des jugements déterminants est suspendue à la subsumption du divers sensible de l'expérience sensible sous un concept de l'entendement, l'universalité des jugements réfléchissant ne suppose pas la subsumption du sentiment de plaisir sous une catégorie générale a priori du plaisant. Avec ces jugements, tout se passe comme si la beauté était une qualité esthétique qui s'impose à tous, mais sans que la beauté soit une qualité intrinsèque de l'objet, un prédicat de l'objet qu'on lui attribuerait en se référant à un étalon absolu, nombre d'or par exemple. N'étant qu'un sentiment relatif au sujet, la beauté s'exprime pourtant dans des propositions qui ont la même forme que les jugements de connaissance. Semblablement selon l'autoréférentialité, la valeur de la monnaie s'impose et s'impose en droit à tous, sans pour autant être comprise comme une qualité spécifique définissant l'objet. Être « sans utilité intrinsèque » signifie pour la monnaie que l'utilité, la valeur de la monnaie ne peut pas se désolidariser de l'universalité de la reconnaissance de sa fonction de moyen d'échange. (On peut remarquer que la dépréciation de ce moyen d'échange ne peut être comprise que comme un lapsus financier, car la fonction réserve de valeur ne constitue pas une qualité intrinsèque spécifique de la monnaie justifiant le mouvement de balancier entre un moyen d'échange et un autre. Dans le cas de la monnaie de crédit, c'est au contraire, la convertibilité qui contraint la monnaie dans son rôle de moyen d'échange).
- 17 Pas plus que la beauté n'est un prédicat de l'objet beau, la valeur n'est un prédicat de la monnaie. Cependant, cette valeur doit s'imposer à tous. Ce qui me permet de dire qu'un objet est beau et pas simplement agréable, c'est l'universalité implicitement contenue dans le jugement de goût. De même, ce qui me permet d'utiliser la monnaie dans un acte effectif, c'est l'universalité implicitement contenue dans le jugement monétaire qui préside à cet acte. Dire d'un objet qu'il est beau n'est possible qu'à condition que tous puissent en droit reconnaître la beauté de l'objet. De même, ce qui me permet d'utiliser la monnaie est l'universalité présumée de mon acte ; quand je paie, je ne le fais qu'à condition que tous puissent en droit accepter mon moyen de paiement. De même, si l'on peut dire que dans le jugement esthétique tout se passe comme si la qualité esthétique était une donnée qui s'impose à tous ; on peut dire qu'à travers l'autoréférentialité de la valeur, se définit un comportement singulier pour lequel tout se passe comme si la qualité monétaire était un donné qui s'impose à tous.
- 18 Dans les deux cas il y a présomption de l'universalité de mon jugement : il s'agit d'agir en se mettant à la place d'autrui, c'est-à-dire plus exactement d'agir d'après le comportement d'autrui. On reconnaît là une des maximes de l'art de la faculté de juger<sup>10</sup>. Et, de fait, si la valeur de la monnaie autoréférentielle est conditionnée à une acceptation

générale par des membres d'une même collectivité, cette collectivité suppose bien des individus kantien capables de se mettre ainsi à la place d'autrui. En effet, elle suppose que chaque individu accepte la monnaie comme moyen d'échange – c'est l'acceptation généralisée, mais elle présuppose en plus que chaque individu présume qu'autrui accepte ce que lui-même accepte. Ce comportement ne m'étant pas donné, je ne fais que le postuler implicitement dans mon acte de paiement.

- 19 Il y a donc une présomption implicite dans mon acte qui, dans un premier temps pourrait apparaître comme le fruit d'un calcul. Je calcule le nombre de chances de voir autrui accepter comme moi le moyen d'échange. Or, pour calculer ces chances il faut que je suppose qu'autrui se livre aussi à un calcul. Lui comme moi ne pouvons supputer nos chances réciproques qu'en valorisant indûment le calcul comme tel. Car, l'acceptation ne peut résider en dernière instance que sur la valorisation de la rationalité calculatrice comme telle. Ou, si l'on veut, le calcul ultime pose qu'une société fonctionnant sur un modèle rationnel vaut mieux qu'aucune autre forme de société.
- 20 On pourrait dire que cette société rationnelle n'est posée comme valeur que relativement à d'autres types de sociétés, mais en réalité, en tant qu'elle vaut mieux que toutes les autres, elle fonctionne comme une valeur absolue qui relativise toutes les autres bien plus qu'elle ne leur est relative. Mais dans un tel raisonnement, soit je présuppose ce que j'ai à montrer : à savoir que l'acceptation de la monnaie repose sur un calcul ; soit je forge une valeur absolue que je ne peux exhiber comme telle, ni légitimer ; c'est la question de l'intérêt sur laquelle nous concluons cet article.
- 21 Si maintenant, je tente de fonder ma présomption du comportement d'autrui sur l'effectivité de son comportement dans le passé, je peux penser comme suit : j'ai toujours vu qu'autrui acceptait le moyen de paiement et j'en ai donc conclu qu'il se comportait comme un individu rationnel n'ayant pas intérêt, bien qu'il en ait la possibilité en tant qu'il est libre, de saborder la convention qui nous est commune. Cette conclusion est aussi une présomption de la rationalité de son choix, d'où je conclus qu'autrui se comportera comme il l'a toujours fait. Par induction, la répétition de ce comportement finit par faire penser que l'acceptation ne peut exister que parce qu'elle serait un comportement rationnel : l'acceptation est rationnelle puisqu'elle existe et ma présomption se trouve ainsi auto-validée. (La théorie économique parle d'anticipation rationnelle et de prophétie autoréalisatrice). Ma présomption actuelle renvoie à une présomption passée et ainsi de suite à l'infini, tout comme la conjonction constante de deux phénomènes conduisait à penser qu'ils étaient liés par des relations de cause à effet. Et Kant de dire que la fréquence et la répétition d'une expérience peuvent fonder la vraisemblance d'une consécution, non la vérité d'une conséquence.
- 22 Et en effet, il ne faut pas oublier que refuser à la monnaie une utilité intrinsèque, c'est montrer que sa valeur dépend d'un ensemble de processus mettant en jeu la totalité de la communauté économique, et surtout sa stabilité. C'est donc lier sa valeur à une itérabilité.

Vertiges des anticipations spéculaires

- 23 Pour se recentrer sur la problématique monétaire, cela veut dire que la fonction moyen de paiement est étroitement dépendante de la fonction réserve de valeur. Le passage d'une économie de troc à une économie monétarisée l'indiquait déjà. Utiliser de la monnaie, c'est d'abord essayer de répondre à la possibilité d'une non coïncidence entre les désirs. J'échange un bien non pas contre un autre, mais contre un équivalent qui me permettra d'acquérir plus tard ce que je désire. La liquidité de la monnaie soustrait

l'échange à la contrainte synchronique du troc. Mais il faut pour cela que la monnaie conserve sa valeur et me permette bien des mois plus tard d'acquérir ce que je convoite. Reconnaître la valeur de la monnaie ce n'est pas en effet simplement postuler que tous font ou feront de même. C'est anticiper plus que cette simple reconnaissance puisque c'est anticiper l'ensemble des relations économiques me permettant de ne pas perdre quelque chose dans cette transaction. C'est un calcul sur le futur qui suppose pour être valide de traiter la totalité de l'information disponible. C'est tout le sens de la notion d'anticipation rationnelle si chère à la théorie économique. L'acceptation par autrui d'un signe sans valeur intrinsèque en contrepartie d'une marchandise dépend de l'anticipation qu'il fait sur l'acceptation future d'un autre agent sur le même signe. Mais cette rationalité envisagée est problématique : elle nous conduit à une anticipation d'une anticipation, et ce à l'infini. On parle d'anticipations croisées ou de spécularité infinie <sup>11</sup>. C'est le mouvement présumé éternel des échanges qui prouve à chacun tous les jours le bien fondé de ses anticipations qui plus est, en les renforçant. La généralité de l'acceptation n'est en ce sens pas une donnée spontanée, mais une présomption implicite qui se réifie dans la monnaie elle-même. La monnaie devient l'objet dans lequel l'acceptation généralisée est représentée et rendue indépendante par rapport aux anticipations individuelles.

24 La question qui peut alors se poser est de savoir si les réquisits d'inconvertibilité et d'absence d'utilité intrinsèque sont tout à fait conciliables avec cette généralité probabiliste censée assurer la fiabilité du moyen d'échange. Ce moyen est une convention, et ce n'est pas une qualité intrinsèque qui lui assure l'unanimité. On peut se demander si le savoir qu'ont les agents économiques du caractère conventionnel de la monnaie n'est pas une menace qui pèse sur la stabilité de la généralité de l'acceptation. On peut penser avec A. Orléan dans la tradition keynésienne que la suspicion sur la valeur de la convention est envisageable, non comme un simple accident, mais comme une possibilité interne à la définition autoréférentielle de la monnaie. Les mouvements de crise des marchés financiers montrent que la généralité de l'acceptation de certains moyens d'échange est précaire, et ne peut qu'être très loin d'une universalité véritable, si elle n'est fondée que sur des calculs. On peut en effet, imaginer un raisonnement identique qui serait fondé sur le calcul de la défiance conduisant au refus généralisé à partir d'une anticipation de soupçons en chaîne sur la valeur d'un moyen d'échange particulier. Pour A. Orléan, c'est le point d'achoppement d'une conception individualiste des relations économiques dans la mesure où le « douter » représente la faculté d'une rationalité critique susceptible de s'opposer en s'en détachant de la totalité sociale et de la « non rationalité » de ces mouvements collectifs.

25 Et cependant, la réflexion menée jusqu'ici pêche-t-elle par manque de réalisme ? Après tout, d'aucune de ces crises n'est sortie une société sans monnaie. Si on prend le problème à l'envers, la précarité des moyens d'échange, pas plus que probabilité d'un refus, ne semblent suffisants pour détruire la présomption de la généralité passée et future de l'acceptation d'un moyen d'échange conventionnel.

Le symbolique comme condition de possibilité d'un sens commun monétaire

26 C'est pour toutes ces raisons que le modèle kantien, en tant qu'il désigne une forme d'intersubjectivité immédiate, nous paraît ici pertinent. Il fait ressortir une condition impensée de l'économisme : la dimension symbolique qui cimente l'interaction intéressée. Le jugement esthétique présume une universalité sous la condition d'un sens commun. Ce « sens commun », du point de vue de son interrogation transcendantale, ne



désigne pas chez Kant un sens empiriquement constaté, ni une aptitude fondée sur les lois du penser de la psychologie, mais quelque chose de bien plus fondamental : la condition de possibilité de la communicabilité en général. Ce sens commun particulier qui doit être présumé « dans toute connaissance qui n'est pas sceptique » est condition de possibilité de toute forme d'intersubjectivité. Il représente la condition de possibilité de la concorde, du consensus <sup>12</sup>.

- 27 L'universalité présupposée des jugements esthétiques s'exprime dans la dialectique dont ils font l'objet.
- 28 L'antinomie du jugement de goût se joue entre la Thèse : le jugement de goût ne se fonde pas sur des concepts, car autrement on pourrait disputer à ce sujet (décider par des preuves) ; et l'Antithèse : le jugement de goût se fonde sur des concepts car autrement on ne pourrait même pas, en dépit des différences qu'il présente, discuter à ce sujet (prétendre à l'assentiment nécessaire d'autrui à ce sujet). La critique consiste une fois la formation du jugement identifiée (conclure au moyen de l'universel), à faire jouer la règle de présentation du particulier sensible : la règle de validation de l'universel. Lorsque aucun objet sensible ne peut leur être présenté, thèse et antithèse sont renvoyées dos-à-dos. C'est le cas pour les idées mathématiques, mais pour les idées dynamiques, Kant dit qu'un « arrangement peut être trouvé à la satisfaction des deux parties » <sup>13</sup>. La synthèse de l'hétérogène est possible. Cependant, elle n'obéit pas au principe de la légalité de l'entendement, elle est autorisée en dehors d'une autorité législatrice, mais sous l'affirmation que l'hétérogénéité doit être respectée. Il en va ainsi dans la résolution de l'antinomie du goût. Ici, c'est la faculté de juger elle-même qui légifère, elle se sert à elle-même de principe, elle est « héautonome » <sup>14</sup>. Elle se donne à elle-même sa loi, mais sans être limitée par un domaine de législation. Elle s'émancipe par là de toute législation d'une autre faculté qu'elle-même. On pourrait dire qu'elle est autoréférentielle, non assujettie à la loi de jugement de l'entendement.
- 29 La critique ne dénie pas toute valeur d'universalité à la thèse ni à l'antithèse, mais sans trancher. Kant ayant établi, conformément à la thèse, que le beau est sans concept montre conformément à l'antithèse, qu'il existe une règle a priori, le sens commun, par laquelle on peut légitimement dire que le beau plaît universellement. Pour s'attendre à l'universalité, il faut faire appel à un sens commun qui ne garantit pas que chacun donnera son assentiment, mais que tous reconnaîtront à l'intérieur même de la divergence, la légitimité de la prétention à l'universalité.
- 30 On peut dire qu'il en va ainsi avec la monnaie de l'autoréférentialité. Les jugements monétaires sont réfléchissants, il n'existe pas de preuve à leur validité. Autrement dit, thèse ou antithèse, celui qui accepte ou celui qui refuse peut considérer sa position comme valide et celle de l'autre aussi puisque la validité ne dépend pas d'une détermination objective du comportement qui le rendrait nécessaire. Mais il ne le peut que grâce à cette règle qui régule l'absence de règle.
- 31 Plus exactement pour la monnaie, cette relative indétermination peut se lire dans la notion de liquidité. La liquidité de la monnaie se présente toujours de manière virtuelle, comme possibilité présumée de convertir en monnaie ses créances, mais cette possibilité n'existe que pour autant qu'un grand nombre d'utilisateurs ne la réalisent pas simultanément. Dans la liquidité, la monnaie devient un pur moyen de réserve (son vrai visage pour Marx), dont la valeur est suspendue à l'incertitude du futur. Cette incertitude qui échappe aux calculs individuels se montre dans le repli vers la liquidité, d'une

manière paradoxale, comme la confiance en la légitimité future d'un moyen de paiement encore indéterminé.

- 32 L'incertitude et la confiance tenues ensemble dans le même calcul apparaissent comme un mélange hétéroclite qui rend possible ces calculs mêmes par lesquels des individus décident de refuser d'utiliser un moyen de paiement. La possibilité de ce double sentiment fait apparaître le visage de ce sens commun financier dans la mesure où l'on peut dire qu'il réalise ainsi lui aussi la synthèse de l'hétérogène. Le soupçon et la défiance sur la valeur du moyen de paiement ne conduisent pas à une destruction de la monnaie. « La thésaurisation suppose une confiance dans le signe monétaire conjuguée à une défiance vis-à-vis des activités concrètes qui pourtant en sont la garantie ultime »<sup>15</sup>. Dans cette perspective, on pourrait dire que l'autoréférentialité n'est pas tant celle de la monnaie que celle du sens commun. La liquidité exprime bien que la qualité de la monnaie est annexée au jugement de la collectivité comme un jugement relativement non-circonstancié, « héautonome ».

### III. La spécificité de l'intérêt monétaire

- 33 La comparaison entre un jugement monétaire et un jugement esthétique, entre le concept d'héautonomie et celui d'autoréférentialité, si tant est qu'elle soit éclairante a des limites et doit buter contre une difficulté significative puisque le jugement de goût, Kant prend bien soin de commencer par là, « est désintéressé ». Pour Kant, ce désintérêt se manifeste dans le fait qu'un jugement de goût ne signifie pas que le plaisir qu'il exprime soit lié à l'existence de l'objet. Cependant, si les jugements esthétiques sont désintéressés leur universalité présumée représente un intérêt pour la Raison Pratique. Quant à eux, les jugements pour la monnaie sont intéressés : l'utilité est directement liée à l'existence de l'objet ou à sa réalisation, mais peuvent-ils présenter un intérêt au vue d'une raison supérieure ? Ils semblent relativement indifférents à l'existence d'un tel type d'intérêt. Or, si l'universalité des jugements de goût peut être déduite alors qu'elle ne repose pas sur un concept et n'est donc une universalité ni théorique ni pratique, c'est parce qu'elle est « présumée pour ainsi dire comme un devoir », c'est parce qu'elle est suspendue à un intérêt en dernier ressort. Le jugement singulier esthétique devient comme le cas d'une règle idéale valant pour tous. Pourquoi doit-elle l'être ? Pour récuser le scepticisme : c'est sous cet impératif que l'universalité subjective peut être représentée comme objective.
- 34 C'est justement un intérêt de ce type que l'autoréférentialité monétaire ne formalise pas. L'autoréférentialité présume bien d'une acceptabilité du moyen de paiement que l'on peut penser comme subjectivement immédiate et relevant d'un sens commun financier, mais si on pousse l'analogie à son terme, il faut reconnaître qu'il doit être de même suspendu à une interprétation axiomatique de l'institution monétaire pensée comme valable a priori, une fin en soi, un bien absolu.
- 35 L'autoréférentialité, mais ce n'est pas son but, ne pose pas la question de la fin de l'institution monétaire pas plus que celle de son origine. Elle fait l'économie du devoir être, et ainsi institue implicitement l'économie comme devoir-être. Elle défend une rationalité du social, qui au demeurant n'est qu'instrumentale, et à laquelle elle adhère, au nom d'une rationalité pragmatique qu'elle se refuse à envisager comme rationalité pratique. Sa rationalité ne se veut qu'instrumentale, alors qu'elle est implicitement défendue comme absolu. Ainsi s'érige la rationalité calculatrice en rationalité morale en dépit qu'elle en ait, en ce sens que pour elle, le comportement rationnel calculeur est ce qui doit être. L'impossibilité de fonder une telle rationalité l'oblige à la postuler comme devoir-être. Mais cette impossibilité à ériger le calcul rationnel et instrumental comme

devoir-être repose peut-être sur le fait que, paradoxalement, son universalisation effective n'est pas souhaitable, ou constituerait une menace pour le fonctionnement global du système.

- 36 Alors que la communauté des personnes kantienne suppose effectivement que tous visent l'universalité morale, on peut douter que la communauté marchande puisse perdurer si chaque individu était effectivement un pur calculateur. C'est là que l'on peut soupçonner la partialité d'une telle position. La logique marchande suppose en même temps et de manière contradictoire que la rationalité calculatrice soit présumée universelle et donc désirée par tous, et qu'elle soit exclue dans les faits. Alors que l'autoréférentialité se donne pour une réponse constative à la question de la valeur de la monnaie, elle détourne en fait une question plus fondamentale sur ce qui fonde les valeurs marchandes. Séparer la question du sens commun de l'intérêt qui le mobilise est une démarche qui court le risque de ne pas expliquer son propre mécanisme, ou qui se décide rationnellement à valoriser l'échange économique pour lui-même sans faire cas de ce qu'il advient dans tout processus de valorisation.
- 37 L'héautonomie de la faculté de juger, le principe transcendantal du sens commun esthétique veut dire que c'est librement, indépendamment de la législation d'une autre faculté qu'elle-même, que le jugement esthétique produit spontanément une loi universelle. L'héautonomie peut passer pour une version esthétique de l'autoréférentialité dans la mesure où cette notion s'efforce de rendre compte d'une certaine automaticité de l'évaluation, de la spontanéité de la confiance dont peut jouir une monnaie, ce qu'A. Orléan appelle sa légitimité. Et précisément sous ce terme, c'est la collectivité marchande qui est désignée en tant qu'entité législatrice « légitimante », « héautonome » au sens kantien, se donnant sa propre règle de jugement, irréductible à la seule rationalité calculatrice des agents et qui se différencie du jugement inscrit dans la légalité institutionnelle. La règle paradoxale dans l'antinomie du goût permet de ne pas en venir à la dissolution de toute règle, elle permet une auto-régulation de la liberté de juger de chacun, elle ne détruit pas la confiance en la communauté, bien plus elle la renforce. La liberté financière, elle, en l'absence de règle universelle se traduit par l'anarchie des crises d'endettement international qui répercutent une instabilité des monnaies réputées fortes, par crises de légitimité des monnaies qui parfois se transforment en des crises de légitimité politique. Le sens commun financier, si rien de tel n'existait, exprimerait l'adhésion à un principe monétaire universel ou « cosmopolitique » qui donnerait une norme régulatrice aux spéculations financières. Une telle norme était peut-être implicite dans la règle de la convertibilité-or. Mais il est permis de voir dans un principe monétaire qui se cherche lui-même l'expression de l'autoréférentialité de la rationalité calculatrice elle-même. En insistant sur l'intersubjectivité dans l'autoréférentialité de la monnaie, nous voulions désigner l'instance de référence nouvelle qui vient s'inscrire en lieu et place du référent matériel sur lequel la tradition métalliste établissait la valeur monétaire. Il faut penser les effets de la disparité relative de la référence par quoi une monnaie est valorisée et considérer que le raisonnement des opérateurs financiers portant essentiellement sur le raisonnement des autres, fonctionne comme une puissance de nomination, de création de valorisation référentielle anonyme. Le sens commun financier engendre des conventions d'évaluation qui apparaissent comme le « régulateur ex machina » des relations économiques, comme ce qui permet sans autorité centrale de réguler d'innombrables activités. C'est ce qui aujourd'hui décide de l'horizon de la société mondiale.

## NOTES

- 1.. G. SIMMEL, *L'Argent dans la culture moderne*, Laval, Éditions de la Maison de Sciences de l'Homme & Presses Universitaire de Laval, 2006 [1896], p. 32.
- 2.. J.-M. Keynes a laissé un héritage très riche et éclaté au point qu'il est très difficile de pouvoir unifier des théoriciens que pourtant unit la dénomination sinon d'un courant, du moins d'une époque : le post-keynésianisme. Pour Keynes, seul l'abandon du fétichisme de l'or et de l'argent rend possible un système de monnaie dirigée, exogène et misé au service des gouvernements. Cette liberté de manœuvre, ainsi que la question de la stabilité de l'économie de marché occupe ce qu'on a appelé le post-keynésianisme. En France, l'école de la régulation (O. Favereau, R. Boyer, M. Aglietta, A. Orléan et l'Économie des conventions) reprend le diagnostic de Keynes sur la soumission de l'économie à l'humeur capricieuse des milieux d'affaire. Or, si une telle logique existait réellement, l'économie ne devrait jamais connaître de périodes de stabilité. Mais de tels cycles variables en durée et en intensité marquent les étapes de la croissance économique. À la suite de Keynes et en approfondissant sa pensée, cette école française propose de résoudre la contradiction en invoquant la notion de conventions, de règles stables de comportement qui canaliserait la violence de la monnaie. Cette violence de la monnaie est interprétée par la pensée ultralibérale (*New Monetary Economics*) comme le résultat normal d'un jeu concurrentiel entre banques privées dans une économie où la monnaie selon le vœux de F. Hayek serait dénationalisée. La valeur de la monnaie dès lors n'est redevable qu'à elle-même. Quelques références : R. BOYER, « La politique à l'ère de la mondialisation de la finance : le point sur quelques recherches régulationnistes », *L'Année de la régulation*, vol. 3, 1999, p. 13-75. J. HICKS, *Monnaie et marché*, Paris, Economica, 1991. J.-M. KEYNES, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1971. A. ORLÉAN, *Analyse économique des conventions*, Paris, PUF, 1994 ; *Le Pouvoir de la Finance*, Paris, Odile Jacob, 1999.
- 3.. A. ORLÉAN, « L'origine de la monnaie », *Revue du Mauss* n° 14, 1991, p. 127.
- 4.. Idée inséparable de loi de Say. La monnaie est seulement une unité de compte, elle est une marchandise comme les autres. Pour comprendre cette loi, on se place en économie fermée, c'est-à-dire on suppose que la valeur des biens demandés égale la valeur des biens offerts : on est « comme » dans une économie de troc. Mais dès lors que l'unité de compte devient réserve de valeur, la demande de biens -1 ne peut être égale à l'offre des biens -1 que si la demande de monnaie égale l'offre de monnaie. Pour Say, c'est en équilibre car on ne demande de la monnaie que comme moyen d'échange, même s'il existe un délai dans les transactions. Ce qui suppose que la variation du niveau des prix relatifs ne modifie pas les liens entre le marché des biens et le marché des monnaies, ni qu'il peut y avoir de substitution entre les biens, c'est la théorie de la monnaie voile.
- 5.. G. SIMMEL, *Philosophie de l'argent*, Paris, PUF, 1999.
- 6.. *Ibid.*, p. 111.
- 7.. M. AGLIETTA et A. ORLÉAN, « Souveraineté, légitimité de la monnaie », *Cahiers Finance, éthique, confiance*, AEF/CREA, 1995.
- 8.. A. ORLÉAN, « L'origine de la monnaie », *op. cit.*, 1991, p. 127.
- 9.. E. KANT, *Critique de la faculté de juger*, trad. A. Philonenko, Paris, Vrin, 1968.

10.. *Ibid.*

11.. Ces modèles aux noms séduisants sont une mise en situation temporelle de la situation de *Common knowledge* : une situation de connaissance commune, c'est-à-dire partagée, mais qui plus est réciproque du type de : X sait p, Y sait p, et X sait p et sait que Y sait p, et Y sait p et sait que X sait p et que X sait aussi que Y sait que X sait que Y sait, infiniment.

12.. J.-F. LYOTARD, *L'Enthousiasme*, Paris, Galilée, 1989.

13.. E. KANT, *Critique de la raison pure*, trad. Barni, revue et corrigée par A. J. L. Delamarre et F. Marty, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, 1980, p. 435.

14.. E. KANT, *Critique de la faculté de juger*, *op. cit.*, introduction, V, p. 33.

15.. A. ORLÉAN, « L'origine de la monnaie », *op. cit.*, 1991, p. 140.

---

## RÉSUMÉS

Confiance dans la monnaie et sens commun. Résumé disponible prochainement

## AUTEUR

### MARIE CUILLERAI

Marie Cuillera est Maître de conférence au Département de philosophie de l'Université Paris 8. Elle est l'auteur du *Capitalisme vertueux, mondialisation et confiance*, Payot, 2002 et de *La Communauté monétaire. Prolégomènes pour une philosophie de la monnaie*, L'Harmattan, 2001.